

Initiatives ministérielles

plus. On ne peut se payer le luxe de réduire le budget de ce ministère quand il a tant besoin d'argent. En fait, ce qu'il faudrait faire en ce moment, c'est consacrer au budget de Pêches et Océans d'énormes sommes qui sont accordées à d'autres ministères.

Je voudrais parler des réductions de dépenses de la semaine dernière qui totalisaient 350 millions de dollars. Je voudrais en parler dans le contexte dans lequel le premier ministre les a annoncées. Il faut être juste. Il a dit que ces restrictions étaient dues aux dépenses engagées dans le golfe Persique.

Ce n'est pas moi qui discuterai là-dessus. Aucun député ne contestera qu'il faut prendre les moyens de payer les dépenses encourues dans le golfe Persique ou ailleurs. Il faut un plan financier pour ne pas jeter l'argent par les fenêtres, pour être en mesure de payer les comptes. Je n'ai absolument rien contre cette règle admirable qui exige de prévoir les moyens de s'acquitter des obligations financières contractées dans le golfe Persique ou ailleurs.

Le premier ministre et ceux qui sont chargés de trouver les moyens de financer notre intervention là-bas doivent savoir que tous les Canadiens seraient fiers d'appuyer ces engagements. Il faut bien protéger nos intérêts dans le golfe Persique. Sauf qu'il y a un «mais».

Je comprends que le gouvernement doit trouver les moyens de remplir ses obligations au Moyen-Orient. Je ne discute pas là-dessus. J'accepte mal la façon dont il s'y prend. Il est inconcevable qu'au moment où le secteur des pêches éprouve des difficultés, on rapetisse encore plus l'os à soupe dont je parlais tout à l'heure. Au moment où le secteur agricole est au bord de l'effondrement, on veut le priver de 12 millions. Au moment où l'Agence de promotion économique du Canada atlantique est déjà à court d'argent, on lui impose de nouvelles privations. Au moment où le besoin d'infrastructures, de dépenses dans les transports se fait sentir dans la région de l'Atlantique, on retranche 31 millions. À peine vient-il de cesser d'alimenter la caisse d'assurance-chômage que le gouvernement s'en prend maintenant au ministère de l'Emploi et de l'Immigration, où il ira chercher 25 millions de dollars supplémentaires.

Je suis bien prêt à admettre qu'il faut respecter nos engagements dans le Golfe, mais j'ai beaucoup de mal à accepter la manière dont on le fait. Si le gouvernement cherche un moyen de récupérer 500 millions, je crois que la solution est bien simple. Il n'a qu'à revenir sur l'engagement lâche et secret qu'il a pris envers les Américains, engagement dont l'ancien député de York-Peel, M. Sinclair Stevens, a révélé la teneur à des journalistes, il y a

quelques jours, et qui a confirmé publiquement ce que nous répétons depuis quatre ou cinq ans, à savoir que le gouvernement doit sûrement avoir concocté un pacte sur les taux d'intérêt. Il n'y a pas d'autre justification pour expliquer que l'écart entre les taux d'intérêt des deux pays soit de 5 points de pourcentage. Que mon collègue de St. John's-Est sache que rien ne justifie que nos taux d'intérêt soient de 5 points de pourcentage plus élevés qu'aux États-Unis. J'ai toujours été conscient qu'il est normal que nos taux d'intérêt soient légèrement plus élevés.

M. Reid: Vous nous avez dit que nous n'étions pas capables de gérer l'économie, et nous stabilisons les taux d'intérêt.

M. Simmons: Je n'ai pas saisi l'argument de mon collègue de St. John's-Est et je lui demanderais de le répéter.

M. Reid: Vous ne m'avez jamais bien compris.

M. Simmons: Oh ! Je saisis trop bien ses propos. Je ne suis tout simplement pas d'accord avec lui. Voilà la différence ! J'admire même la manière dont il défend son point, mais celui-ci repose, malheureusement, sur de fausses prémisses.

M. Richardson: C'est le temps des fêtes.

M. Simmons: Comme je le disais, le député n'a pas à s'en faire à propos de son calibre intellectuel. Il s'en tire pas mal. Je ne lui en veux pas pour cela. Il n'a pas non plus choisi sa taille, mais il sait l'exploiter à merveille, et je l'en félicite.

Retournons maintenant à nos moutons. Je le dis au député de St. John's-Est et aux autres, et à mon excellent collègue de Burlington qui est impatient de répliquer à ce que je vais dire. Il devrait cependant commencer par écouter ce que j'ai à dire. Il n'a pas la moindre raison à donner à la Chambre pour expliquer pourquoi nos taux d'intérêt devraient être supérieurs de cinq points de pourcentage à ce qu'ils sont aux États-Unis.

Je peux comprendre qu'ils devraient être très légèrement supérieurs, d'un point ou d'un point et demi de pourcentage peut-être, pour attirer des investissements étrangers. Mais ils ne devraient pas être supérieurs de cinq points de pourcentage, et il doit y avoir une raison compliquée pour expliquer qu'ils soient si élevés, et Sinclair Stevens nous a donné cette raison l'autre jour quand il a dit publiquement qu'une entente avait été conclue à l'époque, une chose que beaucoup d'entre nous soupçonnaient depuis longtemps. Autrement, faute d'un engagement à garder les taux artificiellement élevés, le marché ne peut pas expliquer qu'ils soient si élevés. Une